



Communauté de vie !

C'est un modèle ayant fait ses preuves par la mise en commun des moyens qui permet de nombreuses économies. C'est aussi un projet qui requiert une vision commune sur ses grandes orientations. Fondé sur des valeurs vécues et non sur des concepts, il permet de mettre à l'épreuve les grands principes du vivre ensemble au sens propre.

Évidemment, la communauté de vie doit avoir ses propres exigences éthiques, souvent non écrites, mais en développement constant pour favoriser l'harmonie et l'équilibre du groupe. Le travail ensemble permet l'émergence d'une chimie attractive qui correspond au besoin d'adhésion et d'appartenance à quelque chose de plus grand que soi, ouvert sur les autres.

Idéalement, la communauté porte un projet sur le long terme, elle n'est pas que circonstancielle, quoi qu'elle demeure ouverte aux visiteurs et aux alliés comme un oasis où l'on vient se ressourcer.

La mise en commun permet d'acquérir un espace suffisant au bien-être de tous et à des pièces

communes pour se réunir, discuter et célébrer. L'été, à la campagne, l'espace est décuplé, et le travail aussi. Car, cette communauté n'est pas oisive, elle fait corps avec la terre et apprend à habiter les différentes dimensions de son être du levée du jour à la tombée de la nuit. Elle vibre avec son environnement qui l'enchanté.

Le bien commun sera son étendard puisque rien de durable ne peut s'établir sur les bases des seuls intérêts individuels. De cela, il faudra apprendre à discerner l'essentiel du futile, le nécessaire du superflu, le durable de l'éphémère. L'humilité, l'amour et l'humour, la bienveillance et la prévenance, seront le ciment qui permettra à chacun de faire un retour sur soi en cas de heurts, inévitable par ailleurs et inhérents à la condition de nord-américains que nous sommes.

Dans les sociétés traditionnelles, la hiérarchie intergénérationnelle s'exerçait via le patriarcat qui bridait les libertés individuelles. Aujourd'hui, il faut une sagesse plus grande pour s'épanouir dans des lieux communs et ouverts. Nous ne pouvons régresser vers

des formes autoritaires d'adhésion fondées sur la peur.

C'est pourquoi, vivre ensemble dans le respect des différentes subjectivités requiert une forte dose de tolérance et de diplomatie. Le travail n'y a pas caractère d'obligation, il est communion dans une co-construction. La transformation de la matière n'étant qu'une médiation vers l'unité du groupe. En cela, nous pouvons nous inspirer de nos ancêtres Wendat pour qui le respect de la liberté individuelle était une condition sine qua non de la vie en communauté. Au plus profond de nous, nous avons les outils pour résister à un mode de vie aliénant et destructeur des êtres humains et de l'environnement. C'est cela notre véritable identité.

Yves Carrier

Dans ce numéro :	
Économie circulaire et accord de libre échange	2
Rapport d'OXFAM sur l'extrême richesse	3—6
Un accord enfin !	7-11
L'horizon de la communauté	12-15
Des nouvelles du CAPMO	16



Québec, 24 janvier 2025

M François Legault, Premier ministre

Sujet : Option Québec pour le traité de libre-échange Canada-États-Unis 2026

Monsieur,

Face à la position du président Trump d'établir une barrière tarifaire de 25 % sur les produits canadiens, comme vous le dites, il faut garder la tête froide et examiner toutes les options. Le Québec doit profiter de la réouverture des négociations du traité de libre-échange États-Unis, Mexique, Canada, en 2026, pour développer l'économie circulaire dans le cycle du carbone. Dans ce contexte, une des options à privilégier est celle d'une économie compatible avec l'urgence climatique. Ainsi, quatre mesures devraient être prises.

- La première serait de déterminer le cadre de la négociation en fixant la barrière tarifaire canadienne à 30 % pour les produits américains qui entrent au Canada si elle est maintenue à 25 % pour nos produits qui entrent aux États-Unis, soit un différentiel de 5 % en notre faveur. Ce différentiel est accepté par l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) lorsque les parties démontrent que l'entente est désavantageuse à l'égard de l'une des parties. Il s'agit du même différentiel qui existait avant les négociations de l'Accord de libre-échange de 1989.

- La deuxième serait de choisir les produits sur lesquels nos tarifs s'appliqueraient, comme les

électroménagers (poêle, réfrigérateurs, lave-vaisselle, laveuse, sècheuse). Ces appareils, fabriqués aux États-Unis, possèdent une trace carbone supérieure à ceux produits au Québec.

- La troisième serait d'abolir la TPS et la TVQ sur les mêmes produits usagés, l'idée est d'orienter le pouvoir d'achat des consommateurs vers des entreprises québécoises qui traitent et vendent des produits usagés. Ces derniers possèdent une trace carbone moindre que les produits neufs produits aux États-Unis.

- La quatrième serait de faire en sorte que les municipalités, les ministères et les organismes gouvernementaux achètent des produits usagés.

À la fin des négociations de ce nouveau traité de libre-échange, il faut s'assurer que le différentiel des tarifs est de 5 % en faveur du Canada. Ce résultat équivaut à la taxe carbone à la frontière de l'Union européenne. Ainsi, et particulièrement pour le Québec, nous serions assurés du décollage de l'économie circulaire dans le cycle du carbone, seule économie conciliable avec l'urgence climatique. Notre relation avec notre voisin est souvent comparée à celle d'un éléphant dans le même lit qu'une souris. Aujourd'hui, il y a un élément plus gros qui domine les bêtes : le réchauffement du climat.

Mahamadou Sissoko Président

Pour informations.

Pierre Racicot Ph. D. Directeur général, 418-265-8760
Villes et régions innovantes – Économie circulaire dans le cycle du carbone (<https://regionsetvillesinnovantes.com/>)

UN MONDE DANS LEQUEL LES RICHES S'ENRICHISSENT, LES PAUVRES S'APPAUVRISSENT ET LES MILLIARDAIRES S'ENRICHISSENT

Par Thalif Deen* – Inter Press Service (IPS)

NATIONS UNIES – Peut-être l'un des projets les plus ambitieux et les plus anciens des Nations Unies – les 17 Objectifs de développement durable (ODD) – vise, entre autres choses, à aider les pays en développement à éradiquer l'extrême pauvreté d'ici 2030, mais cet objectif insaisissable a à peine été atteint.

Et voici maintenant un nouveau rapport de l'organisation humanitaire internationale Oxfam, intitulé en anglais « Takers Not Makers », qui conclut qu'au cours de la seule année 2024, les milliardaires ont accumulé deux mille milliards de dollars de richesse, et que près de quatre nouveaux milliardaires sont apparus chaque semaine.

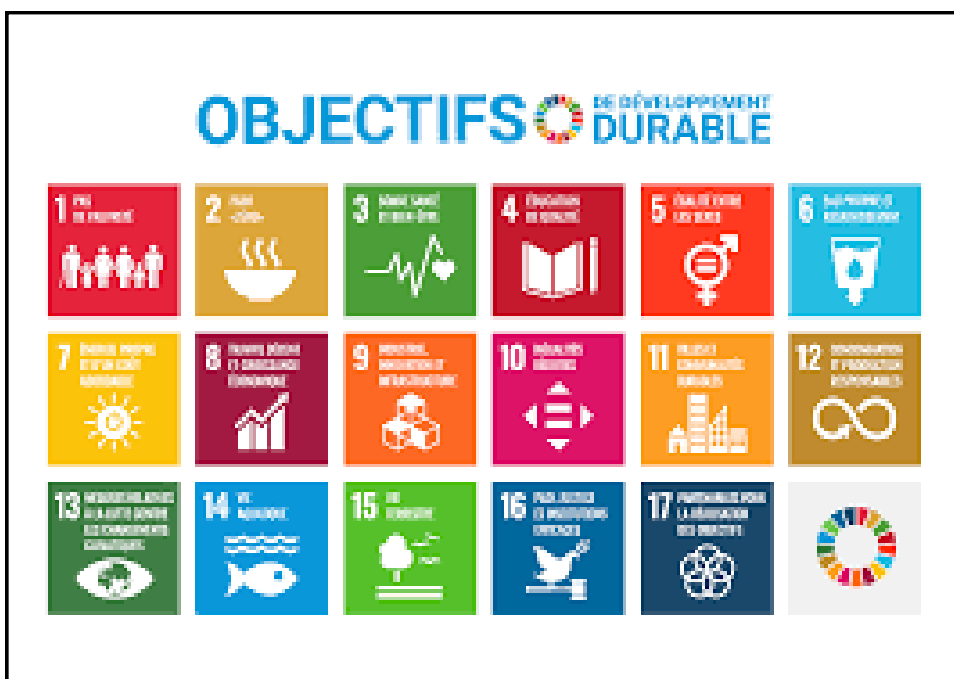
Le même rapport a été intitulé par Oxfam en espagnol : « Les pillages continuent. Pauvreté et inégalités extrêmes, héritage du colonialisme. » Oxfam a publié son étude alors que les élites économiques et politiques ouvraient lundi 20 janvier leur Forum économique mondial dans la ville suisse de Davos, et que le milliardaire Donald Trump était investi ce même lundi comme président des États-Unis, soutenu par l'homme le plus riche du monde, Elon Musk.

« Non seulement le rythme d'accumulation des richesses des milliardaires s'est accéléré – trois fois – mais leur pouvoir aussi. L'incapacité à arrêter ces

milliardaires engendre désormais de futurs milliardaires (1000 milliards de dollars). À ce rythme-là, nous ne verrons pas un milliardaire dans une décennie, mais au moins cinq », déclare Oxfam.

Pire encore, 60 % de la richesse de ces milliardaires provient « d'héritages, de pouvoir monopolistique ou de contacts de copinage », souligne Oxfam. Il souligne que « l'extrême richesse des milliardaires est largement imméritée ». Parallèlement, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté (environ 3,5 milliards) a à peine changé depuis 1990, selon Oxfam.

L'Organisation des Nations Unies (ONU) souligne que si les tendances actuelles persistent, on estime que 7 % de la population mondiale, soit quelque 575 millions de personnes, pourraient rester piégées dans l'extrême pauvreté en 2030, avec une concentration importante en Afrique subsaharienne.



Nabil Ahmed, directeur de la justice économique et raciale à Oxfam Amérique, a déclaré à IPS que la réalisation des objectifs mondiaux – et les efforts visant à mettre fin à la pauvreté – sont écrasés par des niveaux extrêmes d'inégalité économique.

"Notre monde, dans lequel les 1% les plus riches possèdent plus que les 95% restants, et dans lequel nous sommes en passe d'avoir cinq milliardaires en une décennie, n'est pas sur la bonne voie pour mettre fin prochainement à la pauvreté, ni pour faire face à l'ampleur de la crise climatique", » a-t-il déploré.

Le nombre de personnes vivant aujourd'hui sous le seuil de pauvreté de 6,85 dollars par jour est en fait proche de ce qu'il était en 1990, a-t-il déclaré. Par ailleurs, la Banque mondiale estime que si les taux de croissance actuels sont maintenus et que les inégalités ne diminuent pas, il faudra plus d'un siècle pour mettre fin à la pauvreté.

« Il n'est plus possible d'échapper à ce qui a été clairement exprimé au début des ODD : les gouvernements, et nous tous, devons affronter le pouvoir et la richesse inimaginables des ultra-riches et des méga entreprises pour avoir une chance de succès», déclare Ahmed.

Pour le directeur d'Oxfam, "nous avons besoin de mesures qui incluent la taxation des ultra-riches, l'investissement dans les biens publics et non leur privatisation, la fin des monopoles et la réécriture des règles mondiales, de la dette souveraine aux brevets". Il a ajouté que « comme le démontre la Banque mondiale elle-même, si nous réduisons les inégalités, nous pourrions mettre fin à la pauvreté trois fois plus rapidement ».

En 2024, le nombre de milliardaires est passé à 2 769, contre 2 565 en 2023. Leur richesse combinée est passée de 13 000 milliards de dollars à 15 000 milliards de dollars en seulement 12 mois. Selon Oxfam, il s'agit de la deuxième plus grande augmentation annuelle de la richesse des milliardaires depuis le début des relevés. La richesse des 10 hommes les plus riches du monde a augmenté en moyenne de près de 100 millions de dollars par jour : même s'ils perdaient 99 % de leur richesse du jour au lendemain, ils seraient toujours milliardaires.

L'année dernière, Oxfam prévoyait l'émergence du premier milliardaire d'ici une décennie. Cependant, à mesure que la richesse des milliardaires s'accélère à un rythme plus rapide, cette prévision s'est considérablement élargie : au rythme actuel, le monde est en passe de voir au moins cinq milliardaires dans ce laps de temps. Cette accumulation et cette concentration croissantes de richesses sont favorisées par une concentration monopolistique du pouvoir, dans laquelle les milliardaires exercent une influence croissante sur les industries et l'opinion publique.

Ben Phillips, auteur de *Fighting Inequality*, a déclaré à IPS que les promesses faites dans les Objectifs de développement durable, y compris la fin de l'extrême pauvreté, peuvent être tenues, mais cela dépend de la décision des dirigeants de remettre en question l'extrême richesse. Ils doivent taxer et réglementer les plus riches, non seulement pour générer des revenus essentiels, mais aussi pour remodeler l'économie afin qu'elle fonctionne pour tout le monde.

"L'argent est là et les politiques sont connues pour garantir que personne ne soit laissé dans l'extrême pauvreté", a déclaré Phillips. Il a rappelé que l'analyse économique commandée par les experts du Groupe des 20 (G20) "montre que les impôts sur la richesse débloqueraient des milliards de dollars pour lutter contre la pauvreté".

Cela montre également, a-t-il dit, que taxer la richesse des super-riches et freiner le pouvoir des oligarques rendrait l'économie plus juste et plus sûre. En outre, a ajouté Phillips, les études d'opinion publique montrent que mettre fin au pouvoir des super-riches, même en les taxant, serait très populaire parmi les électeurs de tout le spectre politique. « Il n'y a aucun mystère sur ce qu'il faut faire face au double fléau que sont l'extrême pauvreté et l'extrême richesse. Selon lui, le défi est le suivant : l'extrême concentration des richesses a entraîné une extrême concentration du pouvoir, donc amener les dirigeants politiques à rompre avec les super-riches nécessite une pression publique qui va au-delà de la pression des oligarques. er les dirigeants à le faire", a-t-il déclaré.

« Il y a de l'espoir, mais cet espoir doit être actif. Une économie juste qui surmontera l'extrême pauvreté et l'extrême richesse ne sera pas donnée au peuple, mais elle peut être conquise avec le pouvoir du peuple », a déclaré Phillips.

Daniel D. Bradlow, professeur et chercheur principal au Center for the Advancement of Scholarship de l'Université de Pretoria en Afrique du Sud, a déclaré à IPS que selon One Campaign, la dette extérieure totale de l'Afrique en 2023 était de 685,5 milliards de dollars, ce qui équivaut à environ 25 % du produit intérieur brut (PIB) total du continent. Cela s'est traduit par un service total de la dette en 2024 d'envi-

ron 102 milliards de dollars pour l'Afrique.

Les pays africains dépensent davantage pour le service de la dette que pour la santé et l'éducation. Cela signifie que les quelque 2 500 milliardaires de la planète pourraient dépenser moins de la moitié de leurs 2 000 milliards de dollars de richesse accrue en 2024 pour rembourser la totalité de la dette extérieure de l'Afrique. « Compte tenu de cette situation, il est très peu probable que l'Afrique soit en mesure d'atteindre les ODD sans corriger l'énorme mauvaise répartition des richesses, ainsi que le pouvoir et l'influence qui en découlent », a prédit le professeur Bradlow.

Le rapport d'Oxfam montre comment la richesse imméritée et le colonialisme - compris non seulement comme une histoire d'extraction brutale de richesses, mais aussi comme une force puissante à l'origine des niveaux extrêmes d'inégalité d'aujourd'hui - apparaissent comme deux des principaux moteurs de l'accumulation de richesse par les milliardaires.

Certaines des conclusions sont les suivantes :

*En 2023, les 1 % des pays les plus riches du Nord, comme les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, ont extrait 30 millions de dollars par heure du Sud via le système financier.

*Les pays du Nord contrôlent 69 % de la richesse mondiale, 77 % de la richesse des milliardaires et abritent 68 % des milliardaires, alors qu'ils ne représentent que 21 % de la population mondiale.

Oxfam appelle les gouvernements à agir rapidement pour réduire les inégalités et mettre fin à l'extrême richesse.



Mettre fin au flux de richesses du Sud vers le Nord

Annuler les dettes et mettre fin à la domination des pays et des entreprises riches sur les marchés financiers et les règles commerciales. Cela signifie briser les monopoles, démocratiser les règles en matière de brevets et réglementer les entreprises pour garantir qu'elles versent des salaires décents et limiter les rémunérations des dirigeants.

Restructurer les pouvoirs de vote à la Banque mondiale, au Fonds monétaire mondial (FMI) et au Conseil de sécurité de l'ONU pour garantir une représentation équitable des pays du Sud.

Les anciennes puissances coloniales doivent également remédier aux dommages durables causés par leur régime colonial, présenter des excuses officielles et offrir des réparations aux communautés affectées.

** Thalif Deen, chef du bureau IPS auprès des Nations Unies et directeur régional pour l'Amérique du Nord, couvre l'ONU depuis la fin des années 1970. Ancien rédacteur en chef adjoint du Sri Lanka Daily News, il a également été rédacteur en chef pour The Standard, basé à Hong Kong. Il a été finaliste et cité à deux reprises pour « l'excellence en matière de reportage de l'ONU » lors de la remise annuelle des prix de l'Association des correspondants de l'ONU.*

Réduire radicalement les inégalités

Les gouvernements doivent s'engager à garantir que, aux niveaux mondial et national, le revenu des 10 % les plus riches ne soit pas supérieur à celui des 40 % les plus pauvres. Selon les données de la Banque mondiale, la réduction des inégalités pourrait mettre fin à la pauvreté trois fois plus rapidement. Les gouvernements doivent également lutter contre le racisme, le sexisme et la division qui sous-tendent l'exploitation économique actuelle et y mettre fin.

Taxer les plus riches pour mettre fin à l'extrême richesse

La politique fiscale mondiale doit être encadrée par une nouvelle convention fiscale des Nations Unies, garantissant que les personnes et les entreprises les plus riches paient leur juste part. Les paradis fiscaux doivent être abolis. L'analyse d'Oxfam montre que la moitié des milliardaires du monde vivent dans des pays sans droits de succession pour leurs descendants directs. Il faut taxer les héritages pour démanteler la nouvelle aristocratie.

Un accord, enfin! Mais de noirs nuages montent à l'horizon, annonceurs d'une nouvelle *Nakba* (« catastrophe ») pour les Palestiniens

Par Michel Beaudin, théologien, 24/01/2025

On a annoncé, le 14 janvier, qu'un accord de cessez-le-feu serait imminent entre Israël et le Hamas. Puis D. Trump a vite claironné (15 janvier) que celui-ci était réalisé! De fait, il restait quelques fils à attacher. L'accord serait identique à celui du 8 mai dernier, qui résultait de la proposition de l'administration Biden, sauf quelques exigences maximalistes de chaque côté. Le ministre extrémiste Ben Gvir (Sécurité intérieure) avoue avoir torpillé l'accord original depuis cette date en menaçant chaque fois que son parti quitte la fragile coalition gouvernementale de Nétanyahou. Une position impardonnable pour la majorité des Israéliens.

Selon les informations qui ont circulé depuis la première annonce, trois phases de cessez-le-feu seraient prévues, aux contours encore imprécis pour les deux dernières, certains points dépendant du déroulement de la première phase et des négociations de détail à venir:

- Phase 1 (42 jours au total) : Retrait progressif de l'armée israélienne sauf dans certaines zones (zone tampon de 800 mètres tout le long de la frontière avec Israël ainsi que le corridor de « Philadelphie » bordant la frontière entre Gaza et l'Égypte); autorisation graduelle pour les Palestiniens chassés au sud de retourner dans la zone nord de la bande de Gaza; libération progressive de 33 d'otages (femmes, enfants et aînés) contre 737 prisonniers palestiniens pour cette phase et 1900 au total. Entrée progressive jusqu'à 600 camions de ravitaillement par jour (ce qui est très peu au vu des besoins), comprenant aussi du carburant, du matériel médical, etc., soit au

moins dix fois plus que ces derniers mois. Le 19 janvier, jour d'entrée en vigueur de l'accord, trois otages israéliennes ont été échangées contre 78 prisonnières palestiniennes, dont une mineure, et 12 autres prisonniers, toutes des personnes ayant été interpellées mais jamais inculpées (des « otages » aussi donc); elles devaient simplement servir de monnaie d'échange contre d'éventuels otages israéliens!

- Phase 2 (6 semaines également): Si tout se déroule favorablement, au 16^e jour de la première phase, des négociations débiteront pour la libération d'autres otages (masculins) et de prisonniers palestiniens, comprenant peut-être le grand leader Marwan Barghouti dont j'ai parlé plus haut, artisan des Accords d'Oslo ensuite reniés par Israël, sous Nétanyahou lui-même. D'autres mesures seront encore discutées, comme le retrait de l'armée israélienne de la bande de Gaza.

- Phase 3 : Puis, sous toute réserve, retour en Israël de tous les autres otages, vivants ou morts, et libération d'autres prisonniers palestiniens (dont certains du Hamas). Retrait total (?) de l'armée israélienne, réouverture des points de passage entre Gaza et Israël, détermination de l'avenir et du gouvernement de Gaza (puissances étrangères ou force internationale transitoire? Autorité palestinienne?), de sa reconstruction, etc.

Ben Gvir a pressé son allié extrémiste comme lui, Bezalel Smotrich (Finances), de s'opposer à cet accord « catastrophique », mais comme le vote israélien devait se tenir seulement au cabinet de Sécurité (le vote y a été positif vendredi le 17 janvier) puis au gouvernement où Nétanyahou a fait entrer de nouveaux représentants d'autres partis – et non à la Knesset ou parlement comme tel –, l'accord a pu être accepté samedi après minuit au Cabinet des ministres par un vote de 24 contre 8, au terme de 7 heures de débat. Cependant, un vote ultérieur de non confiance au parlement même pourrait encore faire tomber le gouvernement de Nétanyahou et envoyer celui-ci devant les tribunaux (la Constitution israélienne permet l'inculpation d'un premier ministre, même en exercice), mais l'opposition (Yair Lapid) a déjà annoncé être prête à voter la confiance à son gouvernement.

Ainsi, mis à part les extrémistes religieux, Nétanyahou paraît, donc, à première vue et à court terme, être mis sur la défensive et s'avérer le principal perdant ici, car fortement pressé également par un Trump aux ambitions géopolitiques plus vastes (ex. finaliser un accord entre l'Arabie Saoudite et Israël) de faire des concessions et de tout régler avant son investiture le 20 janvier. De plus le Hamas n'a pas été éliminé comme Netanyahou l'avait pourtant promis. Il conserve une « popularité écrasante » à Gaza (selon Eva Koulouriotis, analyste indépendante du Moyen-Orient), ou peut-être seulement relative, mais en tout cas certainement la seule autorité politique véritable. On imagine mal, par ailleurs, Nétanyahou accepter à moyen terme de laisser complètement Gaza à la seule gouvernance des Palestiniens. Effectivement, en contrepartie, Trump lui aurait promis le feu vert pour

l'accélération de la colonisation et l'annexion de la Cisjordanie, pour le déplacement massif de Palestiniens de ce territoire et de celui de Gaza, pour la levée de certaines sanctions internationales (ex. contre des colons israéliens en Cisjordanie, contre le système de surveillance Pegasus, etc.), et peut-être même son appui à une attaque contre l'Iran, etc. Ce sont là autant de gros nuages noirs qui s'accumulent à l'horizon pour les Palestiniens, les menaçant d'une nouvelle et définitive *Nakba* (« catastrophe ») de plus grande ampleur encore que celle de 1947-1948 où 775 000 d'entre eux furent expulsés de leurs foyers et de leurs terres sans possibilité de retour. Nétanyahou a très bien compris la nouvelle opportunité.

Il exultait au moment de féliciter le Président Trump après l'assermentation de ce dernier, saluant son arrivée comme une promesse « des plus beaux jours de leur alliance » pour l'atteinte de nouveaux sommets pour Israël, autres, évidemment, que celui d'en finir avec le Hamas et Gaza comme menace pour ce pays.

En ce sens, me semble-t-il, le « Grand Israël » demeure plus que jamais en vue. Les partis d'extrême droite, avides eux aussi de saisir cette conjoncture favorable, ne parlent plus de quitter la coalition gouvernementale. Nétanyahou lui-même a déjà prévenu qu'Israël se réservait « le droit absolu de reprendre la guerre si besoin ». Et besoin il y a aura, à n'en pas douter! Il s'y emploie déjà en Cisjordanie qu'il appelle « Judée-Samarie » où s'est déplacée la guerre.

L'Accord de cessez-le-feu récent ne concernait, en effet, que Gaza. Les nouvelles du 22 janvier, faisaient état d'une intensification de l'agression israélienne dans ce territoire : dans un camp de réfugiés (secteur ouest de l'importante ville de Jenine) où vivent des milliers de familles palestiniennes, l'hôpital a été encerclé, il y a des bombardements par avion et par des blindés, et des « snipers » tirent sur tout ce qui bouge (des enfants même, les véhicules de service public, des ambulances, etc.).

Toutes les routes menant au camp et à l'hôpital ont été rendues sadiquement impraticables par des bulldozers. Israël y a hurlé des ordres d'évacuation immédiate. Les habitants s'enfuient à pied, amenant leurs malades sur des brancards. L'armée passe sur ces réfugiés la rage de son échec à Gaza. Israël déclare avoir ajouté un troisième objectif à sa guerre : « mater tous les terroristes » et contrer l'envoi d'armes en Cisjordanie par l'Iran. L'opération a déjà un nom : « Mur de fer », après celui de « Épée de fer » qui visait Gaza, et sera « d'une durée illimitée ».

En quelques heures, on comptait 12 morts et 42 blessés. Y a-t-il des Palestiniens armés dans ce camp? Fort probablement, mais ils sont tout de même chez eux, tandis que l'armée d'occupation et les colons armés se trouvent et interviennent en territoire palestinien, la Cisjordanie. D'ailleurs, plus au sud, on rapporte que des colons masqués et armés ont pris d'assaut, pillé et brûlé des magasins, sous l'œil impassible des militaires, etc. Pour le Secrétaire général de l'ONU, A. Guterrès, « l'annexion de la Cisjordanie annulerait tout espoir de paix dans la région ». Au vu de ces développements, l'Accord lui-même de la semaine dernière concernant Gaza ne

peut qu'être fragilisé tant en ce qui concerne le déroulement même des opérations de sa mise en œuvre que concernant les jeux politiques dont celles-ci feront l'objet pour en tirer des avantages.

Suis-je trop pessimiste quant à l'hypothèse d'un sabotage à venir de cet accord ainsi que d'un éventuel grand coup par Israël qui mettrait fin aux espoirs non seulement de l'avènement d'un État palestinien au Proche-Orient mais de la survie même de ce peuple sur ses territoires? Le premier de ceux-ci (Gaza) étant déjà si exigü et délabré, et, le second (Cisjordanie), étant occupé militairement depuis 1967, truffé de check-points y limitant la circulation des Palestiniens, déjà en bonne partie annexé et colonisé (plus de 500 000 colons installés au détriment des Palestiniens), de même que sous le coup d'une agression plus ou moins larvée (tout de même 848 morts en 15 mois!) et d'exactions diverses jusqu'à tout récemment, mais s'accélégrant brutalement en guerre à finir maintenant?

Me rend pessimiste aussi la similarité des stratégies adoptées par Israël à Gaza et en Cisjordanie : l'objectif déclaré est toujours d'éliminer une résistance armée «terroriste» grâce à des tirs ou des raids « ciblés », mais il donne lieu, dans les faits, à une destruction de l'habitabilité de ces territoires et à une tentative d'annihilation de leurs populations. N'y a-t-il pas lieu de craindre que la même stratégie donne les mêmes résultats en Cisjordanie qu'à Gaza? J'espère me tromper!

Sur le plan humanitaire à Gaza, un journaliste palestinien affirmait à Radio-Canada, vendredi matin le 17 janvier, que la poursuite des bombardements israéliens depuis l'annonce de la trêve (mercredi le 15) qui devait prendre effet ce dimanche 19 janvier, avait fait encore beaucoup de morts et de blessés: au moins 110 morts, dont 31 femmes et 28 enfants, et 264 blessés, selon *Al Jazeera*. Et il y en a eu d'autres par la suite, et même jusqu'à trois heures après l'heure convenue pour l'accord. Raison donnée : un retard (probablement involontaire vu les difficultés de communications internes à Gaza en raison de la surveillance israélienne et de la poursuite des bombardements) dans l'envoi des noms des trois otages israéliennes devant être libérées aujourd'hui. Résultat : 8 autres morts et 25 blessés palestiniens en trois heures! Mais les vies palestiniennes ont-elles donc quelque valeur? Inhumain et ô combien révélateur d'une volonté israélienne de poursuivre la guerre au moindre prétexte!

Le journaliste palestinien ajoutait aussi, d'autre part, qu'après le cessez-le-feu à Gaza (détruite à 75% y compris les terres agricoles), c'était « la guerre de survie », c'est-à-dire celle de la « reconstruction des personnes » qui allait y constituer la priorité absolue, bien avant la reconstruction des habitations et des installations qui prendra plusieurs décennies. La reconstruction du seul système de santé pourrait prendre de 5 à 7 ans et coûter au moins 10 milliards \$US. « Les besoins sont massifs [...] du jamais vu » selon le responsable de l'OMS.

Les Palestiniens de Gaza sont prêts à toutes les souffrances encore pour « retrouver et embrasser de nouveau leur terre ». Ils apporteront avec eux leur tente pour camper sur les décombres de leurs

habitations où sont même ensevelis des membres de leur famille dans certains cas. Comme l'affirmait une Palestinienne, Fatima Moqat : « [...] c'est le chagrin des vies perdues qui sera le plus difficile à surmonter».

Au vu du désastre aux effets incalculables actuels et pour longtemps à venir à Gaza, et de celui qui accélère sa cadence en Cisjordanie, je reste intimement et inébranlablement persuadé que les paragraphes «télégraphiés » par Israël à des agences internationales comme l'Agence France-Presse, à l'effet que la guerre avait commencé par l'attaque du Hamas, et que celui-ci était le seul responsable de tout ce qui pourrait arriver par la suite comme effet d'une supposée simple «riposte» d'Israël, un narratif répété depuis 15 mois en Occident, auront grandement contribué à y paralyser l'opinion publique devant le génocide en cours des Palestiniens au Proche-Orient.

Et plusieurs médias québécois, *Le Devoir* en tête, auront été complaisants, sinon complices d'une sinistre opération où Israël, piégeant le Hamas jusque-là «chouchouté » (pour contrer l'influence de l'Autorité palestinienne et empêcher leur union pour un État palestinien), averti longtemps à l'avance de l'incursion du 7 octobre 2023 (ceci est abondamment documenté), et, enfin, tardant plusieurs heures avant de faire intervenir des militaires, aura machiavéliquement enfin trouvé le « prétexte » rêvé (M. Shuhada, Conseil européen des relations internationales) ou une apparence de légitimité pour mettre en marche sa machine infernale de destruction de Gaza et d'éradication définitive du «problème palestinien »!

On annonçait d'ailleurs hier même que le chef de l'état-major de l'armée israélienne, Herzi Halevi, qu'on savait aussi opposé à une réoccupation permanente de la bande de Gaza, avait démissionné, reconnaissant « sa responsabilité dans l'échec de l'armée le 7 octobre ». Il n'est probablement que le « bouc émissaire » d'une opération gouvernementale de grande envergure, d'un dessein évoqué plus haut et dépassant la seule responsabilité de cette personne, une « erreur » incompréhensible lorsqu'on connaît l'exceptionnelle efficacité des services de renseignement israéliens, extérieur (Mossad) et intérieur (Shin Bet). Le chef de l'opposition, Yair Lapid, ne s'y est d'ailleurs pas trompé. Il a aussitôt appelé à la démission du gouvernement : « Maintenant il est temps qu'ils assument leurs responsabilités et démissionnent – le Premier Ministre et tout son gouvernement catastrophique ».

Les espoirs d'«arrêter Israël» restent bien faibles mais cependant bien réels. Restent peut-être ainsi des pressions internationales, même à une époque de montée des autocrates avec leur boussole éthique à la Trump, si nous arrivons à moins dépendre des médias officiels et à faire davantage confiance à ce que voient nos yeux, à ce que nous inspire notre cœur et à ce que nous fait comprendre notre intelligence, même non experte, à faire confiance notre humanité, quoi! De telles pressions ont cours dans plusieurs pays du monde et par certaines instances internationales. Mais au Québec et au Canada, c'est à nous qu'il revient d'exercer celles qui sont davantage à notre portée, aussi bien quant aux prises de position de nos gouvernements que concernant les liens commerciaux et militaires qui, pour leur

part, alimentent la capacité politique, économique et militaire d'Israël d'opprimer sans merci et sans partage le peuple palestinien. De multiples initiatives œuvrent en ce sens ici, parmi lesquelles je signale en particulier la *Coalition du Québec Urgence Palestine*. Celle-ci a publié dans *Le Devoir* et d'autres journaux, le 22 janvier, un appel à « arrêter Israël » et organise deux manifestations publiques (Montréal et Sherbrooke) pour le 26 janvier. Et il y a peut-être aussi un espoir du côté d'un sursaut de la population même d'Israël qui, au vu encore du résultat désastreux et inhumain survenu à Gaza et se déroulant maintenant en Cisjordanie, pourrait enfin comprendre que l'écoute des sirènes de la domination totale et de la guerre d'extermination n'a pas mené à la paix et n'y mènera jamais. Que celle-ci ne peut advenir qu'en passant par une opération de « vérité et réconciliation » dans laquelle, malheureusement, seule une minorité de cette population s'est prophétiquement engagée jusqu'ici. (Sources pour ce postscriptum: France 24, *The Guardian*, *Al Jazeera*, téléjournaux de Radio-Canada, *The New York Times*, *La Presse*, *The Times of Israël*, TF 1 Info, *Le Monde*, *Le Devoir*, + *972 Magazine*, *Independent Journalism from Israel-Palestine*, etc.).



L'horizon d'un monde différent doit être la communauté

Conférence du philosophe bolivien Rafael Bautista

Par José Tomedes Gutiérrez, Prensa Mincomunas/
Resumen Latinoamericano, 22 de janvier 2025.

«La communauté n'est pas quelque chose qui se sait, c'est quelque chose qui se vit. » C'est ce qu'a déclaré le philosophe décolonial Rafael Bautista lors de sa conférence : « La forme communauté est une structure de la vie ». Selon ce dernier, la communauté ne peut pas être comprise à travers les livres et les théories, sinon qu'elle doit être vécue et expérimentée. Les concepts théoriques existants ne définissent pas l'essence de la communauté, puisque la raison ne peut mettre en concept que ce qui a été vécu. »

« La communauté n'est pas quelque chose qui se comprend : c'est quelque chose qui se vit. C'est une expérience, un vécu. Sans cette expérience, n'importe quel concept ou définition manque de valeur et de pertinence parce qu'il n'a pas interagit avec les trois cerveaux (le cœur, la tête et le ventre) que nous possédons selon la bio-herméneutique. »

En ce sens, le penseur bolivien critique la séparation corps-esprit établit par René Descartes, argumentant que celle-ci a conduit à une éducation qui se concentre uniquement sur l'intelligence rationnelle, oubliant le rôle du cœur et du corps dans le processus d'apprentissage et de construction de la communauté.

« La modernité n'a jamais dépassé le dualisme anthropologique où n'est valorisé que le mental. Comment cela se traduit-il dans un phénomène pédagogique ? Tous les systèmes et les théories éducatives se concentrent uniquement sur la

promotion de l'intelligence rationnelle, en fonction exclusivement de cette relation. C'est pourquoi l'éducation, dans de nombreux cas, s'avère ennuyeuse; elle n'aborde pas la vie ni les expériences, elle ne transmet que des informations qui peut-être ne sont ni nécessaires, ni utiles. Pourquoi? Parce qu'elle est séparée de la vie réelle et de l'existence. »

La communauté versus la société

Bautista aborde la différence fondamentale entre communauté et société, en questionnant l'idée établie selon laquelle la forme société serait supérieure à celle de la communauté. Il souligne l'exemple de « l'ayllu » dans la culture aymara de Bolivie comme un concept de communauté qui suscite l'intérêt.

« L'anthropologie moderne nous a inculqué la croyance que les peuples indigènes sont sauvages, vivant dans la nature avec leurs pagnes, formant des communautés et, pour cela, ils sont considérée arriérés, tandis que l'homme civilisé vit en société. » Toutefois, le maître décolonial décrit que les sociétés postindustrielles, comme les européennes et nord-américaines, démontrent un degré alarmant de « sauvagerie », à travers des phénomènes comme le regard extractiviste qu'ils portent sur la Terre-Mère, la consommation débridée de fentanyl et l'isolement social.

« Si nous observons attentivement où conduit le mode de vie moderne qu'ont adopté les pays riches, nous trouvons une contradiction. Par exemple, le Japon, qui n'est ni l'Europe, ni les États-Unis, est une société vieillissante. Les jeunes non seulement ne veulent plus avoir d'enfants, mais ils évitent également d'avoir des relations intersubjectives, optant pour le solipsisme (La seule réalité tangible est le sujet pensant). Cela signifie qu'ils ne savent plus comment être en relation avec les autres êtres humains et cela également dans le domaine sentimental. »

Pour Rafael Bautista, ces exemples démontrent une contradiction évidente avec le discours qui prétend à la supériorité des formes de vie modernes. De plus, le type de société moderne conduit à l'inutilité, provoqué par l'abus des technologies actuelles.

Retourner à la Terre-mère

L'écrivain bolivien met de l'avant la nécessité de se reconnecter avec la vie et la Terre-Mère avec les formes les plus sensées - et non plus seulement romantiques – pour affronter les défis actuels. Il insiste sur le fait que les notions transmises par la culture modernes, nous ont fait croire que la vie en société était supérieure à la vie en communauté, citant le Léviathan de Hobbes et le concept que « l'homme est un loup pour l'homme ».

« Le concept de société qui provient du latin « societas » n'existait pas avant la fin du 17^{ème} siècle, c'est-à-dire qu'il ne possède pas une longue histoire. Jamais auparavant on ne faisait référence au conglomérat humain politique par le nom de société. C'est seulement à partir de là qu'on commence à parler de société pour définir la forme de vie dans les villes, dont le paradigme est « l'homme est un loup

pour l'homme », qui bientôt sera sécularisé par le concept de compétition. »

Rafael Bautista soutient que la société, dans sa configuration moderne, a donné naissance à des individus atomisés qui veillent à leurs intérêts personnels, sans se préoccupé du bien commun. Ce type de subjectivité, selon le philosophe, rend impossible la construction d'un monde meilleur puisqu'il fait disparaître les relations de solidarité, de réciprocité et de complémentarité, qui caractérisent la communauté.

L'illusion des « villes intelligentes »

Au cours de sa présentation, le philosophe décolonial a aussi critiqué le concept de « villes intelligentes », alléguant que nous devrions plutôt nous centrer sur la promotion de « villes écologiques », au lieu de solutions technologiques qui n'abordent pas les problèmes fondamentaux de la vie. Il souligne que la technologie ne peut résoudre des problèmes comme l'insécurité urbaine ou l'effondrement du système de santé, qui requiert de meilleures conditions de vie.

« Quel est but poursuivi par le concept de villes intelligentes ? Comment cela entre-t-il en relation avec l'agenda 2025 des Nations unies ? Quel rapport avec l'Agenda vert ? Cet ensemble d'initiative, financées par des grandes fondations comme l'Open Society de Georges Soro, ont un intérêt spécifique. Quel est cet intérêt ? Ils cherchent à vider les campagnes des paysans pour offrir ces terres, de manière spéculative, à l'agro-industrie et au capital immobilier. »

« Ces incendies qu’ont observent aujourd’hui en Californie, qui se produisirent d’abord en Australie, puis à Hawaï, ont une même composante. Il s’agit de la lutte des capitaux immobiliers pour la possibilité de créer de nouveaux types de villes. Cela, par exemple, fait partie des justifications des guerres qui se produisent dans de nombreux endroits du monde. Une démonstration de cela, c’est le génocide qui se produit actuellement à Gaza, où l’on prétend résoudre le problème en offrant ces terres aux entreprises immobilières nord-américaine pour qu’elles fassent de ce territoire « une ville de rêve ». Après avoir tué tant de gens, prétendre créer ce nouveau type de villes pour les riches sur les cadavres des anciens propriétaires des lieux. C’est ainsi que naît la société. »

La communauté et l’anthropologie de l’être humain

Bautista explique que la structure anthropologique de l’être humain est une structure éthique, dans laquelle le bien commun est une composante fondamentale laissée de côté par toute la philosophie européenne et nord-américaine, et qui, cependant, est ce qui nous définit comme « humanité ». Selon lui, quand une personne fait du mal à une autre, elle sent du remord, tandis que lorsqu’elle fait le bien, elle ressent de la joie et de la paix. « Cela indique qu’il existe une structure éthique qui enveloppe l’être humain et qui est basée sur la réciprocité, la complémentarité, la solidarité et la générosité. »

Le maître décolonial souligne que, contrairement à la croyance populaire, la véritable pauvreté n’est pas le manque de possessions matérielles, sinon le manque de relations communautaires.

« Qui sont les véritables pauvres ? Ceux et celles qui dans leur pauvreté peuvent avoir des relations communautaire ou les riches dont les relations sont exclusivement d’intérêts? Les riches croient qu’avec leur argent ils peuvent acheter le ciel. C’est-à-dire qu’ils ne possèdent rien de manière désintéressée, tout est pas pur intérêt. Ici, ce sont les paramètres mêmes de la vie qui sont équivoques. Pourquoi allons-nous mal ? Pourquoi sentons-nous que cette vie que nous menons n’est pas la vie? Pourquoi sommes-nous constamment déçus? Pourquoi voulons-nous oublier la vie que nous vivons ? Parce que ce n’est pas la vie! C’est-à-dire : vivre cette vie sans spiritualité, sans la Terre-Mère, c’est comme vivre orphelins. Alors, si vivre cette vie c’est vivre comme orphelins, que devons-nous rechercher ? La reconnexion. Nous devons nous reconnecter avec la vie, avec la Terre-Mère, avec les formes communautaires. Ce n’est pas un retour au passé, c’est un retour existentiel. »

La transcendance de la communauté

Dans la dernière partie de son intervention, le penseur expose la différence entre le collectif et le communautaire. Rafael Bautista expose que le collectif est simplement la réunion d’identités disperses, tandis que la communauté est une reconnaissance transcendantale d’être connecté avec la vie elle-même : « Cette reconnaissance nous permet de transcender notre propre égo pour aller à la rencontre de l’autre ».



défunts. Il y a toujours eu quelque chose que nous voulions leur dire, quelque chose que nous voulions leur partager. Nous aspirons à être à nouveau à leurs côtés pour pouvoir leur dire ce que nous ne leur avons pas dit. Comme dit Vallejo : « Quand viendra le temps, à l'aube d'un matin éternel, nous déjeunerons ensemble avec tous nos ancêtres? Ainsi s'achèvera l'histoire et la rédemption de tous les temps, et alors nous pourrons dire que nous vivons en communauté. Nous serons en communauté avec les ancêtres et avec toute la vie, parce qu'ils ne sont pas

Le maître bolivien insiste sur le fait que la communauté doit pouvoir se rêver et se projeter comme un nouvel éthos, soulignant que les rêves possèdent une valeur épistémologique dans notre culture comme moyen de connaissance. Un véritable changement se produira non seulement du fait de rêver, mais aussi de vivre ces rêves de manières conscientes et actives. « Lorsque nous proposons le communautaire et la définition de celui-ci en tant que tentative, qu'horizon de vie, nous pensons que le communautaire ou la communauté n'est pas quelque chose d'inférieur, mais plutôt supérieur. »

Citant Ernst Bloch et César Vallejo, Bautista met l'emphase sur l'importance de l'espérance et de la connexion avec nos ancêtres comme partie intégrante de la vie en communauté.

« À quoi rêvons-nous en dernière instance quand nous découvrons notre condition humaine? Nous ne rêvons pas au futur, sinon d'être réunis avec nos

morts; ils sont plus vivants que nous le sommes. Tout est la communauté, la structure de la vie. Dans la vie, tout est complémentarité et réciprocité. Tout a à voir avec tout, et tout se complète avec tout. »

Rafael Bautista souligne que le renforcement du pouvoir populaire a besoin de sessions intensives qui permettent d'étudier et de réfléchir sur les processus de production et de consommation. « Cela doit être accompagné d'une éducation populaire redéfinie autour de la création de l'homme et de la femme nouvelle, parce que, sinon, nous allons tomber dans l'aspiration productiviste où tout sert à l'accumulation et à produire de nouveaux indices axés sur la croissance de la production et de l'exportation. Autrement dit, nous serions condamnés à vivre pour la production. Sans révolution culturelle, il n'y a pas de révolution économique. »

Des nouvelles du CAPMO

Soirée mensuelle du CAPMO

La radicalité dans la pensée de Martin Luther King

Jeudi 13 février 18 h 30 au 435 rue du Roi

25 ans du mouvement de la Marche mondiale des femmes

Présentation d'Emilia Castro de la coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes

Jeudi 13 mars à 18 h 30

Un repas sera offert à compter de 17 h

2ème étage du 435 rue du Roi à Québec

Manifestation contre le retour de l'austérité

20 février 2025 à midi devant l'Assemblée nationale

Organisé par le REPAC-0312 et ses alliés.

Semaine contre le racisme

Marche contre le racisme

Samedi 29 mars à 13 h, Parc Cartier-Brébeuf à Québec

Manifestation pour le transport collectif

Vendredi 28 mars

(En préparation)